

## Extrême droite: Attention danger !

Au niveau international, elle effectue des percées électorales dans une série de pays (Argentine, Pays-Bas...) et en France, le triste meurtre de Thomas Perotto, donne l'occasion à toutes les nuances de l'extrême droite de vomir leur propagande nauséabonde.

Depuis ce meurtre, les représentants du RN et de Reconquête! se livrent à tous les amalgames possibles entre violences et immigration. Selon Zemmour, on assisterait à un « francocide ». Pour Bardella, c'est « une barbarie d'atmosphère qui est le fait de gens à qui la France a tout donné qui, en très grande partie, sont issus de l'immigration... [qui ne sont] pas Français comme vous et moi »...

Et de la parole aux actes, le racisme violent se déploie. Ainsi, le 25 novembre, une centaine de nervis ont débarqué à Romans (dans le quartier d'où sont originaires les suspects du meurtre de Thomas) pour organiser une véritable « ratonnade ». Il s'avère de surcroît que ces brutes détenaient des informations sur leurs cibles, lesquelles infos sont normalement réservées à la police...

Si l'extrême droite se sent pousser des ailes, c'est que d'autres viennent apporter de l'eau à leur moulin... Ainsi, concernant la « ratonnade » de Romans, Ciotti, le président des Républicains, n'y a vu qu'une manifestation de l'immense émotion qui parcourt le pays... Darmanin, qui condamne les violences de l'extrême droite et veut dissoudre les groupuscules qui en sont à l'origine, défend au même moment son projet de loi stigmatisant les migrantEs.

Plus globalement, après leur avoir ouvert symboliquement des postes à l'Assemblée nationale, avec la marche contre l'antisémitisme du 12 novembre, la macronie a permis à Le Pen d'intégrer un prétendu « arc républicain » (où le RN prend la place de la LFI), parachévant ainsi sa dédramatisation. C'est ainsi que l'extrême droite se rapproche du pouvoir. Et en renonçant à affirmer un combat indépendant contre l'antisémitisme, en se rangeant, de fait, dans une « union sacrée » avec les macronistes, LR et les extrêmes droites, PS, EELV et PCF ont contribué à cette dynamique.

Mais le pire n'est heureusement jamais certain. L'ensemble de la gauche sociale et politique peut et doit prendre ses responsabilités. Le NPA propose à toutes les associations, syndicats et partis se réclamant des combats antiracistes, aux mouvements de solidarité avec les peuples opprimés, aux cadres de mobilisations contre la loi Darmanin, la construction d'une **grande initiative unitaire contre l'antisémitisme, l'islamophobie, et toutes les formes de racisme.**

Au-delà, cela rend d'autant plus urgent la construction d'une véritable alternative à un système capitaliste qui nourrit les inégalités et les fruits pourris de l'extrême droite.

# Rouge Émeraude

bulletin des anticapitalistes du pays malouin

n°130  
1er décembre  
2023

## aujourd'hui, une seule option: Cessez-le-feu total et durable à Gaza et en Palestine !

Après la trêve temporaire d'une semaine, la guerre et les bombardements ont repris en Palestine.

La pause temporaire, obtenue par des négociations impliquant le Qatar, les États-Unis et l'Égypte, a constitué un répit bienvenu pour la population de Gaza. Durant la trêve, le Hamas a libéré au total 80 otages israéliens et étrangerEs détenus à Gaza, pendant qu'Israël relâchait 240 prisonnierEs palestiniens. Plusieurs centaines de camions humanitaires sont entrés dans l'enclave pour soulager en eau, nourriture, médicaments et carburant une population au bord de la catastrophe humanitaire.

Rappelons cependant que près de 15 000 personnes ont perdu la vie depuis le début des bombardements dont près de 6 000 enfants. Rappelons que les conditions de vie dans la bande de Gaza n'en restent pas moins toujours désastreuses du fait des traumatismes, des souffrances, du stress endurés par la population lors des bombardements intensifs, du fait de la malnutrition, de la dégradation des conditions sanitaires et d'hygiène, du fait de la destruction massive des infrastructures dont celles des hôpitaux.

**Autant de raison pour dire que la question centrale et urgente de l'heure demeure celle de l'établissement d'un cessez-le feu total et durable à Gaza et en Palestine.**

Au moment où nous écrivons, nous ne connaissons rien de la stratégie actuelle du Hamas dans cette guerre. En revanche, celle du gouvernement d'Israël est bien de reprendre et poursuivre les bombardements et les massacres : « Rien ne nous arrêtera, et nous sommes convaincus que nous avons la force, la puissance, la volonté et la détermination d'atteindre tous nos objectifs de guerre », a déclaré Nétanyahou, pour « éliminer le Hamas, faire revenir tous [les] otages et faire en sorte que Gaza ne redevienne pas une menace pour l'État d'Israël ». Et dans les territoires occupés de Cisjordanie, où chaque jour, il y a eu des civil.es tué.es alors que les yeux étaient braqués ailleurs, Nétanyahou a annoncé qu'il continuerait à armer les colons.

**Autant de raison pour nous, ici, de continuer à nous mobiliser et à faire pression pour que cesse ce massacre**

Car même si Nétanyahou et ses ministres d'extrême droite sont déterminés à amplifier le massacre à Gaza tout en continuant la colonisation en Cisjordanie, leur position politique reste fragile. La pression interne d'avant le 7 octobre contre ce gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël a repris et des manifs ont eu lieu pour réclamer sa démission. L'arrêt du processus de libération des otages ne va faire qu'amplifier ce mouvement.

Mais cette pression interne ne suffira pas. Il est donc nécessaire d'accentuer les pressions internationales pour qu'une nouvelle trêve intervienne et débouche sur un cessez-le-feu total et durable afin que s'arrêtent les massacres et les déplacements de population à Gaza...

...en continuant et en multipliant manifestations, initiatives de mobilisations et de solidarité, ces prochaines semaines, ici, partout et tant qu'il le faudra !

01/12/23

A l'appel de l'Association France Palestine solidarité  
et de la coordination malouine *Le Monde d'Après*

**Samedi 2 décembre**  
**RASSEMBLEMENT aux flambeaux**  
**18h - SAINT-MALO - Esplanade Gare SNCF**



## La victoire électorale de l'extrême droite aux Pays-Bas

Nous publions ci-dessous un texte rédigé à partir et en reprenant de larges extraits d'un article de notre camarade **Alex de Jong**, rédacteur en chef de *Grenzeloos*, le journal de la section néerlandaise de la Quatrième Internationale. Cet article paru en version originale dans le n°685 de *l'Anticapitaliste* et dans *International Viewpoint* (<https://internationalviewpoint.org/spip.php?auteur520>), a l'intérêt de montrer comment et pourquoi, sous un régime de démocratie bourgeoise tel que celui en place aux Pays-Bas, la prise de pouvoir d'un parti d'extrême-droite raciste, climato-négationniste, anti-social est possible. A méditer...avec les rapprochements que l'on peut faire avec la situation française.

*La victoire de la droite aux récentes élections néerlandaises n'est pas une surprise. Ce qui l'est, c'est la part prise par l'extrême droite dans la victoire globale de la droite. Pour Geert Wilders, le chef du Parti de la liberté (PVV) d'extrême droite, des années de patience ont porté leurs fruits alors que le parti de droite sortant a joué et perdu.*

La progression électorale de l'extrême droite s'est faite en grande partie aux dépens du (centre-)droit. Avec 37 sièges sur 150, le PVV devance désormais largement la liste arrivée en 2ème position, une liste commune des sociaux-démocrates et des Verts qui a obtenu 25 sièges. Le nombre total de sièges pour les partis de gauche est resté constant, tandis que les partis qui faisaient partie du gouvernement sortant (centre-droit) ont tous perdu des sièges, parfois lourdement. En d'autres termes, la droite s'est recomposée et radicalisée, tandis que la gauche n'a pas réussi à sortir de sa faiblesse. Comment expliquer cette situation ?

D'abord, le choix tactique du VVD, le principal parti du précédent gouvernement, semble s'être retourné contre lui. En juillet 2023, le Premier ministre Mark Rutte, du VVD, a provoqué une crise au sein du gouvernement en place en insistant sur de nouvelles restrictions aux droits des réfugiés. Rutte a ainsi délibérément provoqué l'effondrement de la coalition gouvernementale et l'organisation de nouvelles élections. Plaçant la question des réfugiés et de l'immigration au centre de la compétition électorale, le VVD espérait obtenir un soutien à droite suffisant pour redevenir le premier parti du pays. Son successeur à la tête du parti, Dilan Yesilgöz, ministre de la Justice dans le gouvernement sortant a renforcé le discours droitier sur la facilité supposée avec laquelle les migrants peuvent entrer aux Pays-Bas.

Le pari de Yesilgöz était que la question de l'immigration polarise l'électorat entre lui et le centre-gauche et mette au second plan la crise du logement et l'augmentation du coût de la vie. Ça n'a pas fonctionné et le VVD n'a réussi à gagner que 24 sièges, en en perdant cependant 10.

### La progression de l'extrême droite

En revanche, cette tactique du VVD a trop bien fonctionné, mais au bénéfice de l'extrême-droite ! La campagne sur une prétendue « crise des réfugiés » et sur la restriction de l'immigration a profité pleinement au PVV, parti de Wilders qui, depuis sa création en 2006, a toujours mené une politique anti-migrants. Le PVV défend en effet la fermeture complète des frontières aux demandeurs d'asile et est sur une ligne « pas d'écoles islamiques, de corans ou de mosquées » aux Pays-Bas. S'ajoute une rhétorique répressive sur la « tolérance zéro à l'égard de la racaille », le déploiement de l'armée, la dénaturalisation et l'expulsion des criminels ayant une double nationalité et les arrestations préventives de ceux qui sont considérés comme des sympathisants du « djihadisme ».

En fait, en faisant campagne sur les thématiques du PVV de Wilders et en les banalisant, la droite gouvernementale les a rendu acceptables. Des lors, pourquoi l'électorat de droite n'aurait-il pas privilégié l'original à la copie ?

Par ailleurs, le succès du PVV est lié à la marginalisation d'un autre parti d'extrême droite, le FvD, qui avait connu un succès important il y a quelques années.

Enfin, Wilders, en politicien chevronné, relativisant son discours initial néolibéral, a su associer à son fonds de commerce raciste et anti-migrants une sorte de « chauvinisme de l'aide sociale », se présentant comme le protecteur des gens ordinaires et des vestiges du système d'aide sociale néerlandais. Le PVV explique désormais que la cause du recul de l'Etat-providence est la présence dans la société néerlandaise de migrants parasites, en particulier les musulmans, et le gaspillage de

l'argent dans des mesures visant à atténuer le changement climatique. Selon le PVV, cet argent suffirait à protéger le niveau de vie des « vrais » néerlandais. Dans son programme électoral, le PVV a également présenté des propositions « progressistes » telles que l'abolition de la TVA sur les produits de première nécessité, la réduction des coûts des soins de santé et l'avancement de l'âge de la retraite de 67 à 65 ans, ce qui ne l'a pas empêché par ailleurs de proposer au parlement une loi visant à affaiblir les conventions collectives, de voter pour restreindre davantage l'accès à la sécurité sociale ou de s'opposer aux tentatives de lutte contre l'évasion fiscale.

### La gauche stagne

La représentation des partis de gauche au parlement national est restée à peu près la même qu'avant les élections. La liste commune du parti de centre-gauche PvdA et des Verts (Groenlinks), conduite par Frans Timmermans, ex-commissaire européen et candidat au poste de premier ministre, est arrivée en 2ème position. Ensemble, ces deux formations ont gagné 8 sièges. L'approche de cette coalition PvdA et GroenLinks combinant propositions modérément progressistes avec expertise technocratique et recherche d'une coalition gouvernementale avec les partis à sa droite, a plus attiré des votes du centre que de nouveaux électeurs de gauche.

Le parti socialiste SP a quant à lui perdu 4 de ses 9 sièges, poursuivant un déclin électoral de 2 décennies. Son orientation favorable à la restriction de l'immigration de travail lors de la campagne électorale a renforcé le discours de la droite, tandis qu'il a négligé de se concentrer sur ses points forts, tels le logement et les soins de santé. Le PS a fini par perdre un grand nombre de voix au profit de la droite et de l'extrême droite.

La disparition du parlement du parti radical BIJ1 (la prononciation néerlandaise signifie « ensemble ») constitue un recul amère pour l'extrême gauche. Issu notamment du mouvement antiraciste, le BIJ1 avait recueilli le soutien de différents militants et de l'extrême-gauche, mais a été déchiré par des luttes internes. Le parti écologiste des animaux a lui aussi perdu la moitié de ses sièges.

### Perspectives

La formation d'une coalition de droite dirigée par l'extrême-droite de Wilders est une possibilité mais suppose des accords politiques avec la droite (VVD) et d'autres composantes de la démocratie chrétienne.

Le prochain gouvernement néerlandais sera donc probablement assez instable. En revanche, il est sûr qu'il ne restera pas grand-chose des quelques propositions économiques « progressistes » apparues et que les politiques anti-migrants en vont se durcir encore, tant au plan national qu'au plan européen. [NDLR: on laissera de côté, pour l'instant, les perspectives réelles et les conséquences de succès de l'extrême droite aux élections européennes].

La situation est donc sombre, mais reste cependant contradictoire: ces dernières semaines ont vu la plus grande manifestation contre le changement climatique jamais organisée dans l'histoire des Pays-Bas, alors que le vainqueur des élections ridiculise le changement climatique en le qualifiant d'absurdité. De même, la solidarité avec la Palestine a fait descendre de nombreuses personnes dans la rue, alors que le PVV affirme son soutien inconditionnel à Israël et veut déplacer l'ambassade néerlandaise à Jérusalem.

Dans la période à venir, la gauche néerlandaise telle qu'elle existe sera sur la défensive. La lutte contre les politiques anti-migrants et le racisme, ainsi que la défense des droits civils des minorités, en particulier ceux des musulmans, devront être au cœur de ses préoccupations.

## Stop à la loi Darmanin encore durcie par le Sénat !

Le projet de loi immigration est arrivé en commission des lois. à l'Assemblée le 27 novembre.

Après le passage au Sénat, la loi Darmanin revient... en pire ! Les amendements portés par les sénateurs de droite rendent applicables « *au cas par cas* » l'article 3 sur les **métiers en tension** (certains à droite voudraient le voir disparaître), suppriment l'AME (aide médicale d'État) et **durcissent encore l'aspect répressif**.

Nous allons assister à la foire d'empoigne des députés LR, RN, macronistes réactivant les discours racistes, xénophobes, islamophobes. Les uns voudront garder la loi telle qu'elle a été votée par le Sénat, d'autres non, le RN étant bien sûr dans le camp des partisans d'une loi la plus répressive possible. En fait, ils sont tous d'accord pour réduire les droits des étrangerEs et Darmanin est prêt à tous les arrangements avec les pires réactionnaires pour faire adopter sa loi. Et tout au profit de l'extrême droite (voir ci contre les conséquences aux Pays-Bas)

En face, les députéEs de gauche des partis de l'ex-Nupes tenteraient de se rassembler contre cette loi. Y parviendront-ils ? C'est à souhaiter, mais il ne faudrait pas que ce soit pour l'amender mais pour l'empêcher de passer.

Le réel changement en matière d'immigration ne se fera pas à l'Assemblée. Toutes les avancées légales, aussi minimes soient-elles pour les régularisations du séjour, ont suivi de vastes mobilisations. En octobre, les grèves des travailleurEs sans-papierEs sur les chantiers des JO et du Grand Paris ont obtenu, 24 heures après le début de leur grève, une promesse d'embauche, ouvrant la voie à une régularisation de plusieurs centaines de grévistes. Et ils sont et seront, dans les prochaines semaines suivis par d'autres.

Ils montrent la voie. Il faut **que toutes celles et ceux qui sont antiracistes, favorables à un accueil digne et inconditionnel des exiléEs, pour la régularisation de tous les sans-papierEs se mobilisent le 18 décembre (ou le 16 dans certaines villes—une initiative unitaire est en préparation à Saint-Malo).**

C'est la seule façon de lutter contre les inégalités, les oppressions, les discriminations et les privations de liberté qui constituent une menace pour toute la population laborieuse !



Dans toutes les luttes récentes mais aussi lors de l'élection présidentielle l'année dernière avec Philippe POUTOU, le NPA a développé, à notre échelle, une politique contre l'exploitation et les oppressions, une politique pour l'émancipation et l'auto-organisation, une politique où le processus révolutionnaire commence maintenant par les luttes contre l'ordre existant, une politique dans la rue (toujours) et dans les urnes (s'il le faut), une politique à la fois radicale et unitaire pour notre camp social dans une perspective écosocialiste.

Mener cette politique a (aussi) un coup financier qui va croissant pour notre organisation. La construction et le soutien aux luttes, sa démocratie interne, les voyages des militantEs pour discuter et construire son orientation, l'entretien de ses locaux, la rémunération de quelques permanentEs, le soutien de sa presse (*l'Anticapitaliste* hebdo et revue mensuelle) et de sa librairie militante (*La Brèche*), et bien d'autres postes de dépenses : tout cela coûte cher.

Et l'inflation touche tout le monde, y compris le NPA... et ses donateurs. Faire un don au NPA est donc un geste dont nous savons la valeur, plus signifiante encore aujourd'hui qu'hier. Mais tous les dons sont vitaux, quel qu'en soit le montant. Ils participeront à la menée d'une politique qui est la nôtre depuis la fondation du NPA en 2009, pour faire entendre une voix anticapitaliste, unitaire et révolutionnaire.

Toutes et tous sur le pont !

**En pratique, pour souscrire vous pouvez**

- Remettre votre don à un.e militant.e du NPA,
- envoyer un chèque, à l'ordre de « AFANPA », au 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil,
- Donner en ligne par <https://souscription.npa2009.org/>

•NB: Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant, dans la limite de 20% du revenu imposable (art. 200 du code électoral).

N'hésitez pas à faire part de ce bulletin à vos collègues, parents, ami.es, à visiter notre page facebook:

<https://www.facebook.com/npaSaintMalo>

Et nos sites web départementaux et nationaux

<https://www.anticapitaliste-35.org/>

<https://nouveauantipartianticapitaliste.org/>

**Et pour prendre contact avec le comité NPA du pays malouin:**

[npasaintmalo@gmail.com](mailto:npasaintmalo@gmail.com)

## BREVES DE PONTONS



Ce samedi 25 novembre, nouveau rassemblement à Saint-Malo en soutien au peuple palestinien et pour exiger un cessez-le-feu total et durable.

Sans doute un peu moins de monde que les deux rassemblements précédents du fait sans doute d'une communication insuffisante et trop tardive.

En revanche, une présence très significative de personnes, de familles, de jeunes, issus de l'immigration ou de culture musulmane.

A nouveau, un "cercle de justice" émouvant avec les noms et l'âge des personnes massacrées à Gaza, égrénés à tour de rôle par les participants, avec des poèmes et des déclarations.

A noter également que les tracts diffusés par l'AFPS et le NPA ont été nettement mieux pris et reçus par les passants que lors des précédents rassemblements.

Un encouragement à se rassembler à nouveau, aux flambeaux, **samedi 2 décembre à 18h, sur l'esplanade de la gare SNCF à Saint-Malo.**

### Futur Musée Maritime: Fin des tergiversations ou encore?

G. Lurton vient d'annoncer que le futur Musée Maritime sera installé dans une partie des anciens locaux de l'Ecole de la Marine Marchande, situés dans l'Intra-Muros.

Cette annonce met fin à deux ans de tergiversations après l'abandon du dispendieux projet Kengo Kuma, choisi et porté par la municipalité Renoult.

Que l'actuel maire sorte enfin ce grand dossier de l'ornière, on ne peut qu'approuver tellement le manque d'un équipement culturel de ce type est criant, depuis la fermeture des musées du Château et de la tour Solidor.

Il n'en reste pas moins que le choix du site d'implantation se faisant par défaut et par opportunité immobilière et, encore une fois de plus, sans réelle concertation locale (alors qu'on est en pleine élaboration du PLU !) aboutit à une localisation qui va dans le sens de la sur-fréquentation touristique de l'Intra-Muros. Quant au coût de l'opération (acquisition + restructuration) ???

Maintenant, l'échéance décisive à venir est celle du contenu, c'est à dire du programme muséographique qui va être présenté au Conseil Municipal du 14 décembre sous le nom de programme scientifique et culture (PSC).

Nous nous sommes déjà exprimés sur ce point (*Rouge Émeraude* n°67 (juin 2020) et 81 (juillet 2021) (\*) en insistant sur la nécessité de faire la place qui convient

- aux aspects économiques et sociaux du passé maritime malouin, en particulier le commerce triangulaire et la traite négrière à laquelle le nom de plusieurs armateurs malouins est significativement associé, et plus tard, le développement des activités commerciales et industrielles du port avec la constitution d'une culture et d'une forte identité ouvrière locale,
- à une vision des potentialités et du devenir de l'espace marin dans ce siècle où celui-ci connaît et va connaître des transformations majeures et demeure une formidable ressource face aux enjeux du dérèglement climatique.

On va donc suivre cela avec attention !

DB

(\*) les n°67 et 81 de Rouge Émeraude sont toujours accessibles par le site web du NPA 35—rubrique « nos publications locales »

PRENEZ  
DATE

Comprendre le conflit  
Israël-Palestine  
VENDREDI 15 DECEMBRE  
REUNION DEBAT

20h—salle de la Guymauvière—Saint-Malo



LE MONDE  
D'APRES

### Parades, attaques fascistes et ratonnade: STOP !

Lyon, samedi 11 novembre, attaque à la matraque et à la barre de fer d'une conférence sur la Palestine par un groupe de néo nazis scandant «*La rue, la France, nous appartient*», «*Europe, jeunesse, révolution*»...

Romans-sur-Isère (Drôme), samedi 25 novembre: une centaine de néonazis se rassemblent et paradedent aux abords du quartier populaire de la Monnaie, là où résident des personnes et des familles de personnes, suspectées d'avoir participé à la rixe de Crépol, où a été tué le jeune Thomas, le 18 novembre.

Ce ne sont pas les ou les meurtriers présumés que ces nerfs sont venus intimider ou provoquer: les six principaux suspects sont en effet en détention préventive. Ce sont les habitants de ce quartier populaire, et spécialement les «*racailles*», les «*congénères*», les «*basanés*», bref les «*sales arabes*», que sont venus menacer et casser ces fascistes en scandant les mêmes slogans qu'à Lyon.

Rennes: dimanche 26 novembre: manifestation nocturne d'une trentaine de militants d'extrême droite cagoulés vociférant des slogans nationalistes et d'incitation à la haine «*Bleu, blanc, rouge : la France aux Français*» ou encore «*On est chez nous*».

Venant après la perturbation d'une lecture pour enfant animée par des Drag-Queens à Saint-Senoux, l'agression physique de militants La France Insoumise, les dégradations et tags sur les locaux de la Fédé 35 du PCF, des tags antisémites, racistes ou homophobes peints sur le campus de Beaulieu, cette parade rennaise est plus que préoccupante. Attribuée au mouvement l'Oriflamme, issu d'une scission de la section rennaise de l'Action Française (royaliste), cette manif semble agréger également d'autres courants d'extrême droite (ex-identitaires, ex-GUD...).

A prendre au sérieux donc, à dénoncer et à prendre en compte dans la préparation et la protection de nos propres initiatives.

### Terminal ferries du Naye: Perrin passe en force ?

On se souvient que le projet de rénovation du terminal ferries du Naye, du moins pour ce qui concerne la gare maritime, est vivement contesté, notamment par les riverains ou les habitants du quartier malouin des Bas Sablons. La construction projetée a en effet, un impact visuel délétère en bloquant la vue d'Intra-Muros depuis la digue et la plage des Bas-Sablons et en limitant la vue de Saint-Servan depuis l'Intra-Muros.

Le Conseil Régional, maître d'ouvrage de l'opération, en la personne de S. Perrin, son vice-président, s'est souvent vanté de la qualité du dispositif de concertation mis en place et appuyé sur la Commission Nationale du Débat Public, pour garantir la transparence de l'opération.

Le 17 mai 2023, lors de la réunion de la commission de suivi du projet, S. Perrin précisait qu'une nouvelle réunion de la même commission serait convoquée en septembre en vue de poursuivre la concertation sur les aspects environnementaux et «*en particulier sur les sédiments*». Les invitations à cette réunion, dûment fixées au 13 septembre, ont bien été envoyées mais celle-ci a été annulée rapidement sans motif explicite.

En revanche, on a appris que le Conseil Régional avait déposé récemment une demande de permis de construire pour le projet. Comment doit-on interpréter ce dernier épisode sinon comme un **arrêt de la concertation voire un passage en force ?**

Sur ce dossier, comme sur d'autres, le maire, lors de la réunion sur le PLU à Saint-Servan a botté en touche. On aurait apprécié que son adjoint Belloir, également conseiller régional, donne son point de vue.

Le collectif des Sablons qui porte la contestation sur le dimensionnement et la hauteur du projet architectural et qui vient de se transformer en association (APPSAM), appelle à une **réunion publique le jeudi 7 décembre à 18 h salle Bouvet à Saint-Servan**. Nous y serons.

DB